

**Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse**

Bar-le-Duc, le 15 novembre 2023

Division de Bar-le-Duc

14 rue Antoine Durenne

Parc Bradfer - CS 70542

55 013 Bar-le-Duc Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31 octobre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VIVESCIA (CHAMPAGNE CEREALES)**

2 rue Clément Ader

BP 1017

51 100 Reims

Références : DT/451-2023

Code AIOT : 0006200813

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 octobre 2023 dans l'établissement VIVESCIA (CHAMPAGNE CEREALES) implanté : Rue du Docteur Hérique – 55 130 Gondrecourt-le-Château. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans le cadre du Programment Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA (CHAMPAGNE CEREALES)
- Rue du Docteur Hérique – 55 130 Gondrecourt-le-Château
- Code AIOT : 0006200813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative agricole VIVESCIA exploite une installation de stockage de céréales (silo) constituée d'un silo béton (n° 2) et d'un silo métallique (n° 3).

Une activité d'ensachage et de stockage d'engrais est également autorisée sur le site depuis 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Niveau d'empoussièrement
- Mesures de Maîtrise des risques (silo n° 2)
- Activité d'ensachage et de stockage d'engrais

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suivi de la température	Arrêté Ministériel du 29 mars 2004, article 14	/	Lettre de suite	3 mois
5	Modifications apportées au site	AP Complémentaire du 11 juin 2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	MMR	AP Complémentaire du	/	Lettre de suite	1 mois

		11 juin 2021, article 4			
7	Classement ICPE	AP Complémentaire du 11 juin 2021, article 3	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Empoussièrément	Arrêté Ministériel du 29 mars 2004, article 13	/	Sans objet
3	MMR EDD	AP Complémentaire du 13 août 2009, article 1er	/	Sans objet
4	Caractéristiques produits céréaliers	AP Complémentaire du 13 août 2009, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne les silos, le niveau d'empoussièrément est acceptable et les mesures/travaux à réaliser suite à l'examen de l'étude de dangers ont été mis en œuvre. A noter cependant le dysfonctionnement d'une sonde de surveillance de la température (sonde n° 4), qui avait déjà été relevé par l'inspection des installations classées lors de la précédente visite réalisée sur le site en date du 22 juillet 2020.

S'agissant de l'activité d'ensachage et de stockage des engrais, plusieurs points d'amélioration ont été identifiés et il a été relevé la présence d'un stock d'engrais relativement important à l'extérieur du bâtiment de stockage dédié à cet effet, stock qui va au-delà des quantités évoquées dans le dossier présenté par l'exploitant en 2020/2021.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Empoussièrément

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29 mars 2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Taux d'empoussièrément
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.  Pour rappel, lors de la précédente visite réalisée en date du 22 juillet 2020, la présence de poussières avait été constatée au niveau de la galerie supérieure des cellules C51 à C55.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il n'a pas été constaté un niveau d'empoussièrément particulier des silos n° 2 (béton) et n° 3 (métallique). Les points visuels de contrôle (ronds de couleur jaune) sont notamment dépourvus de poussières, ainsi que la galerie supérieure des cellules C51 à C55, pour laquelle un niveau d'empoussièrément excessif avait été constaté lors de la précédente visite réalisée en date du 22 juillet 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Suivi de la température

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29 mars 2004, article 14
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cellule 53
<b>Prescription contrôlée :</b> La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.  Lors de la visite précédente en date du 22 juillet 2020, il avait été constaté un dysfonctionnement de la sonde 4 de la cellule 53. La vérification de cette disposition de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ne concerne par conséquent que la cellule 53 précitée.
<b>Constats :</b> La vérification du listing d'enregistrement du 30 octobre 2023 des relevés de température, a montré que les cinq capteurs de la sonde n° 4 de la cellule 53 ne fonctionnaient pas. Interrogé sur le sujet, notamment en considérant le fait que cette sonde était déjà hors service lors de la précédente visite réalisée en date du 22 juillet 2020, l'exploitant a présenté le rapport d'une intervention effectuée le 23 juin 2022 par la société AMI Electronique ; intervention qui n'a pas permis de résoudre le problème de dysfonctionnement de ladite sonde. <b>Bien que la cellule soit équipée de huit autres sondes de cinq capteurs réparties sur la hauteur de la cellule, il apparaît nécessaire de remédier à ce dysfonctionnement, d'autant plus que celui-ci est identifié depuis 2020.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : MMR EDD

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13 août 2009, article 1<sup>er</sup>

Thème(s) : Risques accidentels, MMR et travaux

Prescription contrôlée :

Les mesures ou travaux à réaliser sont présentés dans le tableau versé à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-1649 du 13 août 2009.

Mesures ou travaux à réaliser	Observations complémentaires
Mise à l'arrêt du silo n°1	
Arrêt de l'exploitation du boisseau déchets du silo n°2	
Mise en place d'un découplage de la tour vers la galerie sur-cellules du silo n°2	La résistance de la paroi sera de 150 mbar minimum. La porte s'ouvrira de la galerie vers la tour de travail.
Présence d'évents à l'étage +40m de la tour du silo n°2 (au moins 15 m²) et dans la galerie supérieure de la tour du silo n°2 (au moins 45 m²)	Le positionnement exact de la paroi de découplage sera communiqué à l'inspection ; la surface minimum exacte d'évents sera calculée en conséquence
Mise en place d'un découplage de la tour vers la galerie inférieure du silo n°2 par mise en place d'une porte.	La résistance minimale de la porte sera de 150 mbar. Son ouverture se fera de la galerie vers la tour de travail.
Présence d'évents au RDC (au moins 23,5 m²) et à l'étage +16,5m (au moins 42 m²)	

Constats :

La visite sur site a montré que :

- le silo n° 1 n'existait plus,

- le boisseau déchets du silo n° 2 était neutralisé,

- les mesures/travaux imposés sur le silo n° 2 par l'arrêté préfectoral complémentaire étaient réalisés.

En ce qui concerne les découplages, l'exploitant a présenté une attestation de la société LE GALL HENRI datée du 5 mars 2009, stipulant la conformité des portes à une résistance de 150 mbar minimum.

S'agissant des parois soufflables, l'exploitant a transmis le 2 novembre 2023 à l'inspection des installations classées, les éléments permettant de démontrer le respect des surfaces pour les niveaux concernés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

### N° 4 : Caractéristiques produits céréaliers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13 août 2009, article 3
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des caractéristiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques des produits céréaliers entrant sur le site de Gondrecourt sont mensuellement contrôlés chaque année, sur la période de juin à octobre, selon la norme ISO 6184 par un organisme compétent et indépendant de l'exploitant, disposant d'un matériel périodiquement vérifié et validé.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté une décision du Tribunal Administratif datée du 28 juin 2011, annulant les articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 août 2009.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Modifications apportées au site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11 juin 2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâtiments engrais
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est autorisé à exploiter une ligne d'ensachage dans un bâtiment dédié et à stocker les engrais ensachés dans un autre bâtiment. Les engrais ensachés ne sont pas des engrais classables sous les critères I ou II de la rubrique 4702 de la nomenclature ICPE.
<b>Constats :</b> La présence des deux bâtiments distincts (ensachage et stockage) a été constatée lors de la visite. Par contre, lors du contrôle, de très nombreux big-bags étaient entreposés à l'extérieur du bâtiment de stockage dédié à cet effet. La consultation sur site du registre a montré que la quantité présente sur le site (hors vrac) s'établissait à 425 tonnes. Postérieurement à la visite, la quantité précitée et les conditions d'exploitation du site ont été comparées aux éléments versés dans le dossier de 2020/2021 ayant donné lieu à la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2021. Or, il est apparu que ce dernier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>prévoyait que le stockage des big-bags se fasse uniquement dans le bâtiment dédié,</b></li> <li>- <b>mentionnait une quantité maximum équivalente à 8 camions (soit 240 t), ce qui représente environ la moitié du tonnage qui était présent sur le site lors de la visite,</b></li> <li>- <b>comprenait une mise à jour de l'étude de dangers ne prenant en compte (pour le stockage), que des événements en lien avec le bâtiment de stockage, sans faire état d'éventuels stockages extérieurs.</b></li> </ul> Sur la base de ces constats de non-respect des éléments versés dans le dossier précité, un point de contrôle supplémentaire (n° 7) a été ajouté postérieurement à la visite. Trois fiches de données de sécurité ont été consultées sur site par sondage, pour deux engrais à base de nitrate d'ammonium (code interne AMMO 27) et un qui en est dépourvu (code interne 00-28-20). S'agissant des fournisseurs ICL (00-28-20) et OCI (AMMO 27, nom commercial CAN 27), la vérification de la rubrique 15 de la FDS a montré que les engrais étaient classables sous le critère III de la rubrique 4702 de la nomenclature ICPE. Par contre, la vérification de la ligne 15 de la FDS de l'engrais du fournisseur BOREALIS (AMMO 27, nom commercial NAC+S27N) a montré que ce dernier était classable sous le critère II de la rubrique 4702 précitée. En réponse, l'exploitant a, d'une part, présenté un bon de livraison montrant que l'engrais BOREALIS répondait au critère III précédemment évoqué, et d'autre part, communiqué postérieurement à la visite une FDS mise à jour en juillet 2022 (juin 2017 pour celle consultée sur site), démontrant que l'engrais NAC27N était visé par la rubrique 4702-III de la nomenclature.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : MMR

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11 juin 2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter des mélanges incompatibles d'engrais à l'ensachage et au stockage. Des procédures de nettoyage de l'ensacheuse sont mises en œuvre afin de prévenir ce risque. Dans le bâtiment d'ensachage, seul un type d'engrais est présent.

<p>Dans le bâtiment de stockage, les engrais sont stockés par catégorie et les engrais de catégorie différente sont séparés d'au moins 5 mètres.</p> <p>La quantité présente dans les bâtiments d'ensilage et de stockage est limitée au strict nécessaire à l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, aucune présence d'engrais n'a été constatée dans le bâtiment d'ensilage. Les engrais entreposés dans le bâtiment de stockage (3 types différents) sont par ailleurs rangés par catégorie et séparés d'au moins 5 m.</p> <p><b>Il est à noter l'absence d'indication (affichage) permettant de distinguer la nature des différents engrais stockés dans le but d'éviter ainsi tout mélange incompatible.</b></p> <p>La présence d'une procédure de nettoyage de l'ensacheuse a été constatée lors du contrôle. Celle-ci étant positionnée au-dessus de la bande transporteuse de l'équipement, il a été demandé à l'exploitant de procéder à son déplacement. Ce dernier a procédé à son déplacement dans les jours qui ont suivi la visite.</p> <p>En ce qui concerne la quantité d'engrais stockée sur le site, il a été constaté que le tonnage s'établissait au-delà du strict nécessaire à l'exploitation (cf. point de contrôle précédent).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11 juin 2021, article 3			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rub 4702			
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sont définies dans le tableau ci-dessous :</p>			
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité) Critères et seuils de classement	Capacité de l'activité et natures des produits	Régime
2160	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable	<b>Volume total de stockage :</b> <b>57 730 m³</b>	<b>A</b>
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	<b>Quantité susceptible d'être présente dans l'installation :</b> <b>50 tonnes</b>	<b>D</b>
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2, pour les installations autres que le stockage en récipients transportables.	<b>Quantité susceptible d'être présente dans l'installation :</b> <b>22 tonnes</b>	<b>D</b>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La rubrique 4702 (engrais solides simples ou composés) n'est pas visée dans le tableau versé à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire, sur la base des éléments versés dans le dossier d'ensilage d'engrais de 2020/2021.</p> <p><b>Le jour du contrôle, les FDS n'étaient pas à jour, tout du moins celle de l'engrais BOREALIS NAC27N. Pour prouver qu'il a bien connaissance de l'ensemble des produits présents sur son site, l'exploitant doit s'assurer d'avoir les FDS mises à jour pour l'ensemble de ces produits et des quantités correspondantes.</b></p> <p><b>De plus, au regard des quantités présentes sur le site lors de la visite, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier que la répartition des engrais par critère (I, II, III, ...), telle que présentée en page 6/31 du dossier précité, n'impacte pas le classement actuel administratif du site pour l'activité exercée en NC sous cette rubrique 4702.</b></p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite			
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois			